

## Le combat des patriotes : Toujours d'actualité

Les **92 Résolutions** que les Patriotes avaient acheminées au gouvernement colonial britannique sont toujours d'actualité. Il suffit de les lire pour faire le lien avec nos institutions parlementaires et voir quelle contribution ces résolutions apportent au projet d'indépendance du Québec.

Bien que les Patriotes et leurs supporters n'étaient ni des socialistes ni des communistes, nous tenons à souligner leur militance pour une démocratie encore plus accessible à leurs semblables.

Les Patriotes prônaient notamment :

- L'égalité de deux peuples, soit les anglophones et les francophones,
- L'intégration culturelle des groupes minoritaires et/ou immigrants,
- Le droit à l'éducation pour tous,
- La souveraineté parlementaire,
- L'indépendance nationale du Bas-Canada, aujourd'hui le Québec.

Ces revendications sont toujours pertinentes de nos jours, principalement en ce qui a trait à **l'immigration au Québec**. La majorité des allophones se tournent vers l'anglais, bien qu'ils choisissent de vivre ici et ils ne s'intègrent pas tous au peuple qui les accueille. Ceci a pour conséquence, à moyen et long terme, de réduire le poids démographique et démocratique des francophones.

La **pertinence de l'indépendance** est d'autant plus importante que par le passé puisque les champs de compétences provinciaux, pourtant garantis par la Loi Constitutionnelle du Canada –notre cadenas à nous Québécois-es–, sont de plus en plus empiétés par le gouvernement fédéral. Cela contrevient à la souveraineté parlementaire de l'Assemblée Nationale du Québec, notamment par le fédéralisme centralisateur et le pouvoir de dépenser dans les champs de compétences. La souveraineté parlementaire de Québec est encore compromise par le poste anachronique qu'est celui du lieutenant-gouverneur. Les résiduels monarchiques ne servent à rien à des républicains, tels que les Patriotes, d'hier et d'aujourd'hui, et les Communistes indépendantistes que nous sommes.

Pour avoir **un peuple conscient de son potentiel libérateur** à fonder son pays, il faut d'abord qu'il soit éduqué et informé de son histoire. **L'éducation gratuite** pour toutes et tous est une proposition que revendiquent les communistes québécois-es. Bien que l'éducation soit une compétence provinciale, le fait que la moitié de nos impôts vont à Ottawa pour financer des programmes qui ne nous intéressent pas, par exemple le ministère de la défense, cela nous empêche de financer à la hauteur de nos aspirations nos propres institutions d'éducation et de former la relève québécoise selon le sentiment national qui doit être le sien. N'oublions pas en plus les Bourses du Millénaire ; un autre empiètement d'Ottawa.

## Le combat des patriotes : Toujours d'actualité

Les **92 Résolutions** que les Patriotes avaient acheminées au gouvernement colonial britannique sont toujours d'actualité. Il suffit de les lire pour faire le lien avec nos institutions parlementaires et voir quelle contribution ces résolutions apportent au projet d'indépendance du Québec.

Bien que les Patriotes et leurs supporters n'étaient ni des socialistes ni des communistes, nous tenons à souligner leur militance pour une démocratie encore plus accessible à leurs semblables.

Les Patriotes prônaient notamment :

- L'égalité de deux peuples, soit les anglophones et les francophones,
- L'intégration culturelle des groupes minoritaires et/ou immigrants,
- Le droit à l'éducation pour tous,
- La souveraineté parlementaire,
- L'indépendance nationale du Bas-Canada, aujourd'hui le Québec.

Ces revendications sont toujours pertinentes de nos jours, principalement en ce qui a trait à **l'immigration au Québec**. La majorité des allophones se tournent vers l'anglais, bien qu'ils choisissent de vivre ici et ils ne s'intègrent pas tous au peuple qui les accueille. Ceci a pour conséquence, à moyen et long terme, de réduire le poids démographique et démocratique des francophones.

La **pertinence de l'indépendance** est d'autant plus importante que par le passé puisque les champs de compétences provinciaux, pourtant garantis par la Loi Constitutionnelle du Canada –notre cadenas à nous Québécois-es–, sont de plus en plus empiétés par le gouvernement fédéral. Cela contrevient à la souveraineté parlementaire de l'Assemblée Nationale du Québec, notamment par le fédéralisme centralisateur et le pouvoir de dépenser dans les champs de compétences. La souveraineté parlementaire de Québec est encore compromise par le poste anachronique qu'est celui du lieutenant-gouverneur. Les résiduels monarchiques ne servent à rien à des républicains, tels que les Patriotes, d'hier et d'aujourd'hui, et les Communistes indépendantistes que nous sommes.

Pour avoir **un peuple conscient de son potentiel libérateur** à fonder son pays, il faut d'abord qu'il soit éduqué et informé de son histoire. **L'éducation gratuite** pour toutes et tous est une proposition que revendiquent les communistes québécois-es. Bien que l'éducation soit une compétence provinciale, le fait que la moitié de nos impôts vont à Ottawa pour financer des programmes qui ne nous intéressent pas, par exemple le ministère de la défense, cela nous empêche de financer à la hauteur de nos aspirations nos propres institutions d'éducation et de former la relève québécoise selon le sentiment national qui doit être le sien. N'oublions pas en plus les Bourses du Millénaire ; un autre empiètement d'Ottawa.



